



communauté  
de l'auxerrois

Envoyé en préfecture le 20/05/2025

Reçu en préfecture le 20/05/2025

Publié le 20/05/2025

ID : 089-200067114-20250519-2025\_DSATM023-AR



## ARRÊTÉ N° 2023 – DSATM CA - 023

### PORTANT SUR L'AUTORISATION D'OUVERTURE DE L'ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC – HOTEL IBIS BUDGET

**Le** Président de la Communauté de l'Auxerrois,

**Vu** les articles L. 2212-1 et L. 2212-2 du Code général des collectivités territoriales,

**Vu** les articles R. 123-1 à R. 123-55 du Code de la construction et de l'habitation,

**Vu** l'arrêté ministériel du 25 juin 1980 portant approbation du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les E.R.P.,

**Vu** l'arrêté ministériel du 21 juin 1982 portant approbation de dispositions modifiant et complétant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP) type O,

**Vu** la délibération 2020 – AG 030 en date du 10 septembre 2020, portant délégation de signature du Président, à Monsieur Christophe Bonnefond, en matière de police de l'habitat,

**Vu** l'arrêté préfectoral n° PREF-CAB 2023 131 du 1<sup>er</sup> mars 2023 portant composition des sous-commissions de la commission consultative départementale de sécurité et de l'accessibilité (CCDSA) et son annexe n° 1,

**Vu** l'avis favorable à l'ouverture au public de l'Hôtel IBIS Budget sis avenue de Worms à Auxerre, émis par les membres de la Commission de sécurité d'arrondissement d'Auxerre, consécutivement à la visite des lieux le 02 mai 2025,

**Considérant** que le niveau de sécurité de l'établissement présente des infractions à la réglementation en vigueur, mais qu'il peut y être remédié,

### ARRÊTE

**Article 1** : Monsieur Alain Gehin, directeur, est autorisé à ouvrir au public l'Hôtel IBIS Budget sis avenue de Worms à Auxerre, ERP du 1<sup>er</sup> groupe – types O – 3<sup>ème</sup> catégorie, avec un effectif total de 314 personnes,

Les membres de la sous-commission départementale des ERP IGH ayant retenu des infractions à la réglementation en vigueur.

**Article 2** : Les présentes prescriptions doivent être réalisées dans le délai fixé pour chacune d'elles :



communauté  
de l'auxerrois

## PRESCRIPTIONS A REALISER

**1• Régler** la temporisation de l'alarme incendie à **3 minutes.** (Art R 143-13). **Délai : immédiat.**

**2• S'assurer** du maintien de la formation du personnel, concernant la surveillance du système de sécurité incendie de catégorie A, ce qui lui permettra de prendre toutes les mesures en fonction des signalisations apparaissant sur le tableau, les dispositions à respecter en cas de panne, d'alerter les sapeurs-pompiers et de mettre en œuvre les moyens de lutte contre l'incendie. (Art MS 57 § 1 et 2).  
**Délai : 1/3 du personnel tous les ans.**

**3• Régler** les portes coupe-feu des locaux à risques, afin de permettent leurs fermetures complète en cas d'incendie. (Art CO 44 §4). **Délai : immédiat.**

**4• Définir** un point de rassemblement du public en cas de sinistre (arrêté du 4 novembre 1993 et à la norme ISO 7010). **Délai : 15 jours.**

**5• Identifier** sur les plans, les espaces d'attente sécurisés. (Art CO 34 § 6). **Délai : 15 jours.**

Arrêté du 25 juin 1980 modifié portant approbation du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.

## RAPPEL DE LA RÉGLEMENTATION

**N° 1 - N'exécuter** les travaux qui conduisent à la création, l'aménagement ou à la modification d'un établissement qu'après autorisation délivrée par le maire qui vérifie leur conformité aux règles prévues aux articles L. 11-7, L. 123-1 et L. 123-2 (art. L. 111-8 et R. 111-19-13 du Code de la construction et de l'habitation).

**N° 2 - Faire procéder périodiquement**, en cours d'exploitation, par un technicien compétent, aux opérations d'entretien et de vérification des installations et équipements techniques suivants :

- désenfumage : tous les ans (art. DF 10),
- chauffage (appareils et conduits de gaz brûlés) : tous les ans (art. CH 58),
- ventilation : tous les ans (art. CH 58),
- gaz : tous les ans (art. GZ 30),
- électricité et éclairage de sécurité : tous les ans (EL 19),
- ascenseurs : tous les ans et tous les 5 ans par une personne ou un organisme agréé (avant remise en service faisant suite à une transformation importante – vérifications du respect des dispositions applicables aux ascenseurs) (art. AS 9),
- appareils de cuisson : tous les ans (art. GC 22),
- moyens de secours :
  - . extincteurs et RIA : tous les ans,
  - . détection automatique d'incendie : tous les ans avec obligation de souscrire un contrat d'entretien (art. MS 58),
  - . système de sécurité incendie : tous les ans et tous les 3 ans, par une personne agréée, avec obligation de souscrire un contrat d'entretien (SSI A et B) (art. MS 68),



communauté  
de l'auxerrois

.équipement d'alarme : tous les ans avec obligation de souscrire un contrat d'entretien (EA type 1) (art. 6 §1 - IT 248)(art. MS 73).

**Nota :** Les vérifications techniques effectuées par une personne ou un organisme agréé doivent faire l'objet d'un rapport de vérifications réglementaires en exploitation (RVRE) conforme aux dispositions de l'article GE 9. Les vérifications techniques effectuées par un technicien compétent doivent faire apparaître sur le registre de sécurité : la date, le nom du vérificateur et l'objet des vérifications effectuées. Un relevé des vérifications effectuées doit être annexé au registre de sécurité.

#### **RAPPEL**

Il est rappelé à l'exploitant de l'établissement l'obligation qui lui est faite par les dispositions de l'article R. 123.3 du Code de la construction et de l'habitation de respecter les mesures de prévention et de sauvegarde propres à assurer la sécurité des personnes ; le contrôle exercé par l'administration ou par les commissions de sécurité ne le dégageant pas des responsabilités qui lui incombent personnellement comme stipulé à l'article R. 123.43 du même Code.

**Article 3 :** Le directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur Alain Gehin, directeur, de l'Hôtel IBIS Budget sis avenue de Worms à Auxerre et dont ampliation sera remise à :

- Préfet de l'Yonne (service interministériel de défense et de protection civile),
- Directeur départemental de la sécurité publique,
- Directeur départemental des services d'incendie et de secours,
- Directeur départemental des territoires, sous-commission accessibilité,

Pièce jointe : PV CA 236/25/LR

#### Délais et voies de recours

Le présent arrêté peut être contesté dans un délai de deux mois à compter de sa notification :

- soit par un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au tribunal administratif territorialement compétent dans les deux mois suivant son intervention. Il en est de même en cas de décision explicite à compter de sa notification ;
- soit par un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent.

Auxerre,  
Le vice-président, chargé de la police de l'habitat,

Signature électronique

Monsieur Christophe Bonnefond.